

Van: liste@crisp.be <liste@crisp.be>**Aan:** veerle.solia@amsab.be**Datum:** 04/12/2011 09:55 PM**Onderwerp:** CRISP | Dernières analyses d'éducation permanente - Avril 2011Si ce message ne s'affiche pas correctement, [cliquez ici](#)

Avril 2011

**Les arguments sur le nucléaire
vont-ils se renouveler ?***par Vincent de Coorebyter
texte publié dans *Le Soir**

Les menaces nucléaires qui pèsent sur le Japon après la catastrophe sismique du 11 mars 2011 ont relancé le débat sur l'énergie nucléaire. Par l'ampleur de la menace, l'événement à lui seul semble donner raison aux thèses alarmistes des écologistes, partisans de l'abandon du nucléaire. Plus significatif encore, on présente comme des faits évidents et avérés les mensonges des autorités japonaises, qui seraient placées sous l'influence du lobby nucléaire. Il semble donc que le discours écologiste en la matière devienne subitement la nouvelle vérité, comme si cela augurait d'un abandon à court terme du nucléaire. Pourtant, le rappel des faits et l'analyse des principaux arguments permettent d'imaginer que, sitôt l'alerte levée, le débat reprendra ses contours actuels, au risque de déboucher une nouvelle fois sur un dialogue de sourds.

Facilités : la thèse flamande est indéfendable*par Vincent de Coorebyter
texte publié dans *La Libre Belgique**

Depuis une dizaine d'années, les différends linguistiques se cristallisent sur la périphérie bruxelloise, et en particulier sur le statut des six communes à facilités de la périphérie. Depuis que le gouvernement flamand a adopté, en 1997-1998, trois circulaires restreignant drastiquement l'usage des facilités en Flandre, ces communes sont au cœur des tensions linguistiques, tensions qui compliquent la conclusion d'une réforme de l'Etat, notamment sur la question de la non-nomination de trois bourgmestres francophones. Pour bien comprendre les motifs profonds de désaccord et redonner ses chances à un dialogue de bonne foi, il convient d'examiner les données historiques sans parti-pris et d'essayer de savoir, quand des interprétations erronées se sont répandues, ce qui a

pu leur conférer du crédit. C'est ce à quoi s'attache cet entretien.

Les enjeux de la loi de financement

par Vincent de Coorebyter
texte publié dans *Le Soir*

La loi de financement des communautés et des régions est un des principaux points de blocage des négociations institutionnelles, et ce depuis le mois d'août 2010. Cette matière est réputée très complexe, et accessible aux seuls spécialistes. Mais c'est précisément la raison pour laquelle il faut essayer d'en saisir les principaux enjeux : la démocratie entre en crise quand un débat reste confiné à quelques experts à cause de sa technicité. D'où l'objectif de cette analyse : exposer les principaux enjeux de la négociation sans citer un seul chiffre, car les chiffres font eux-mêmes l'objet de controverses entre spécialistes et entre négociateurs. Au terme de cet exercice, on comprend mieux l'origine des oppositions récurrentes entre partis, ainsi que les motifs d'inquiétude des francophones.

CRISP | Place Quetelet 1A - 1210 Bruxelles

Pour vous désabonner de cette liste, visitez [ce lien](#)

Pour mettre vos préférences à jour, visitez [ce lien](#)

Transférer ce message à quelqu'un [ce lien](#)

POWERED BY PHPLIST V 2.10.12, © TINCAN LTD